

RTL Group : appel à conserver les titres

Investas, une association d'actionnaires privés, a lancé cette semaine un appel public aux actionnaires de RTL Group de rejeter l'éventuelle offre publique d'achat à 44 euros de Bertelsmann.

Et de trois : après Audiolux et BGL Investment Partners (BIP), l'association Investas a rejoint définitivement l'opposition luxembourgeoise à l'offre publique d'achat (OPA) sur RTL Group annoncée par Bertelsmann. Dans un communiqué de presse, l'association luxembourgeoise des actionnaires privés, appelle explicitement ses membres d'une part de ne pas accepter l'OPA et d'autre part de conserver leurs titres. L'action RTL Group étant cotée depuis des semaines légèrement au-dessus des 44 euros que prévoit d'offrir Bertelsmann, certains petits porteurs pourraient être tentés de céder leurs titres dès maintenant.

L'appel intervient une semaine après l'annonce par le Premier ministre, Jean-Claude Juncker, qu'il aurait trouvé une solution aux problèmes des actionnaires minoritaires. Jeudi, il y a une semaine, Juncker avait dîné avec Thomas Middelhoff, le patron de Bertelsmann. Jusqu'ici, aucun détail n'a filtré sur cette solution possible au conflit.

«Il faudra maintenant encore concrétiser cette solution», avait annoncé le Premier ministre. Une semaine plus tard, les actionnaires minoritaires n'ont pas encore été consultés sur la question. «Nous ne savons pas plus sur cet accord que ce qui a été rapporté par la presse», expliquait vendredi François Tesch, président du conseil d'administration d'Audiolux. En attendant, l'alliance des minoritaires maintient la pression.

Investas au créneau

Investas n'a rejoint la fronde que sur le tard. Audiolux (0,84 % de RTL Group) et BIP (0,37 %) ont introduit leur première plainte contre Bertelsmann dès juin 2001. Elle visait alors l'échange de titres RTL Group contre actions Bertelsmann par le Groupe Bruxelles Lambert (GBL) du couple Albert Frère et Paul Desmarais. Investas ne s'est joint à cette requête, qui reste à être jugée quant au fond, que début février 2002.

L'ASBL Investas, fondée en 1959, s'appelait jusqu'en mai 2000 Association luxembourgeoise pour le développement de l'épargne et la défense des intérêts des détenteurs de valeurs mobilières ou DEDID. En juillet 2001, elle a signé un accord de coopération avec la Bourse de Luxembourg. L'heure de gloire de la DEDID remonte en fait à la fin des années 60, quand l'association a obtenu un siège au conseil d'administration de Cegedel.

Investas compte aujourd'hui aussi bien Luxempart, Audiolux et BIP que Cegedel et Société électrique de l'Our (SEO) parmi ses membres. On peut d'ailleurs s'interroger si sans ceux-ci, Investas aurait vraiment pu se payer les services de maître Dean Spielmann pour défendre ses intérêts dans l'affaire RTL Group. Ce qui fait dire à d'aucuns qu'Investas n'est qu'un autre moyen pour Audiolux et BIP de faire entendre leur voix.

L'actuel président d'Investas est Jean-Paul Hoffmann, par ailleurs directeur du Service de l'énergie de l'État. Le monde étant petit, et le Luxembourg encore - plus, Hoffmann représente l'État actionnaire aux conseils d'administration de Cegedel et de la SEO, dont il est d'ailleurs le président.

Double conflit

L'OPA de Bertelsmann sur RTL Group, et le prix de 44 euros, ne sont en fait qu'un agacement supplémentaire pour les actionnaires minoritaires. Leur désaccord avec Bertelsmann et GBL vise en premier lieu l'accord par lequel la société d'Albert Frère a échangé, au printemps 2001, ses 30 % dans RTL Group contre 25,1 % du géant

des médias Bertelsmann. Le seul aspect négatif pour GBL dans ce deal est le fait que Bertelsmann n'est pas coté en Bourse et que ses actions sont dès lors difficiles à vendre. Pour le reste tout le monde s'accorde pour dire qu'il s'agit d'un coup réussi de plus pour Albert Frère. C'est donc à cet échange que les minoritaires luxembourgeois aimeraient participer au nom du traitement égal de tous les actionnaires. Ils estiment qu'il valorise un titre RTL Group à 270 euros.

Après l'annonce de l'OPA, la veille de Noël, le rejet du prix de 44 euros s'est ajouté à ce conflit initial. «Nous ne poussons pas un point plus que l'autre. Nous estimons avoir sur les deux des arguments juridiques valables», explique François Tesch.

Bertelsmann dans le piège

En ce qui concerne Bertelsmann, tout indique que l'opposition massive des actionnaires luxembourgeois de RTL Group ait pris les Allemands par surprise. L'OPA aurait dû être lancée au mois de février. Jusqu'ici les modalités définitives n'ont toutefois toujours pas été rendues publiques. Les négociations avec la Commission bancaire et financière belge (RTL Group est aussi coté à Bruxelles) se poursuivent.

La rencontre entre Juncker et Middelhoff indique par ailleurs que les Allemands ont aussi quelques doutes sur la force de leur position juridique. «Bertelsmann semble chercher une solution à la situation actuelle. Cela indique qu'eux aussi y voient un problème», estime François Tesch. Ce problème est aussi une question d'image. Le prix de 44 euros n'enthousiasme certes aucun analyste. Nombre d'entre eux ne le disent pas moins acceptable, vu la situation actuelle du secteur audiovisuel. Le problème de Bertelsmann est par contre que le groupe prévoit sa propre introduction en Bourse au cours des prochaines années. La manière dont il traite des actionnaires minoritaires est donc observée de très près par les milieux spécialisés. Et sur ce plan, les Luxembourgeois ont marqué plusieurs points depuis le début de l'année. Jean-Lou Siweck > Aussi bien sur www.investas.lu que sur www.audiolux.lu les intéressés trouveront des dossiers sur le conflit autour RTL Group.